

Déclaration présentée par Mr Saifallah Lasram, Maire de Tunis et Président de la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes

Sommet Humanitaire Mondial

Changing People's Lives: From Delivering Aid to Ending Need. (Core responsibility 4. Agenda for Humanity)

Shifting policy and practice to move people out of crises and on to the achievement of the 2030 Agenda.

L'importance croissante de l'urbanisation dans le monde remet en cause les dispositifs classiques de l'action d'urgence face aux catastrophes. La décentralisation a complètement révolutionné la question de la gouvernance, ce qui change la donne en matière de prévention des risques et de reconstruction post-crise. De plus, la coopération entre collectivités du monde a permis de développer une nouvelle forme d'aide pour l'urgence et la réhabilitation. C'est aux maires et aux élus, lorsqu'ils le peuvent, qu'il revient de faire face à la crise : ils sont les premiers acteurs à se mobiliser à être présents sur le terrain. Dans la plupart de cas, les collectivités sont toutefois ignorées par les acteurs de l'aide, les institutions internationales et très souvent par leurs propres gouvernements.

Il ressort de ce constat trois défis importants:

- Le rôle des collectivités territoriales partenaires dans une action d'aide d'urgence s'agissant d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit armé doit être pris en compte.
- Il est nécessaire de s'interroger sur la place centrale des maires et des élus locaux dans la reconstruction. En milieu urbain, la municipalité est en effet l'organisme à la fois le plus légitime et le plus compétent pour la planification et la gestion de la reconstruction, à condition d'être aidée. Cette légitimité est essentielle et doit être reconnue, notamment par les bailleurs, nationaux et internationaux, afin que la phase de reconstruction, qui coïncide normalement avec la fin de l'aide humanitaire, puisse démarrer en tenant compte du rôle spécifique de chaque acteur. Dans le domaine délicat de la sortie de crise le rôle des maires, comme autorités politiques est crucial. Cette question est complexe. Elle concerne aussi le prestige de l'autorité locale. Lorsqu'on se substitue à l'autorité locale elle manquera d'autorité et de moyens lorsqu'il faudra reconstruire.
- Enfin il est important d'approfondir la notion de prévention et de résilience des villes dans les Etats fragiles. Le rôle des collectivités territoriales et de leurs associations nationales, est reconnu en matière de promotion de la prévention, en raison de leur proximité du territoire. Ce sont elles qui contribuent à instaurer la cohésion sociale, la stabilité, nécessaires à l'épanouissement des citoyens et du vivre ensemble. Les partenariats qu'elles mènent ne peuvent que les renforcer.

L'action internationale des collectivités territoriales s'est historiquement construite sur la création de liens de territoire à territoire, impliquant les municipalités, mais avant tout les populations: militants associatifs, techniciens, élus en sont les principaux moteurs. Les

rapprochements informels, les jumelages, puis la structuration qu'implique le développement des partenariats de coopération décentralisée forgent un travail de long terme basé sur le volontarisme des élus et les compétences des techniciens afin d'accompagner les autorités locales partenaires dans le renforcement de leur « capacités institutionnelles».

CGLU plaide et s'engage pour que les collectivités locales soient pensées comme l'un des chaînons manquants entre l'urgence et le développement grâce à leurs caractéristiques particulières (ancrage durable sur le territoire, proximité et connaissance des réalités locales). Pour cela il est urgent de repenser l'aide et surtout de prévoir des outils techniques et financiers adaptés pour les collectivités locales, notamment les plus fragiles.

Pour ce faire CGLU a décidé de créer une Task Force sur la réponse des gouvernements locaux aux catastrophes. A travers l'action de ce groupe CGLU s'engage à renforcer et promouvoir le rôle des collectivités territoriales dans la gestion des crises. CGLU décide également de soutenir et de participer activement aux travaux de l'Alliance Mondiale pour les Crises Urbaines (Global Alliance on Urban Crises) qui sera officiellement lancée lors de ce Sommet.